

## Le Projet Pegasus

SURVEILLANCE ÉLECTRONIQUE

1/3



# Au Maroc comme en France, plusieurs journalistes ciblés

De très nombreux journalistes marocains, pour certains emprisonnés récemment, ont été visés par Pegasus. Mais aussi des journalistes français, dont le fondateur de Mediapart Edwy Plenel et une journaliste du « Monde ».



**DAMIEN LELOUP  
(LE MONDE)**

Depuis la révélation par Amnesty international, en 2020, de l'infection du téléphone du journaliste marocain d'investigation Omar Radi par le logiciel-espion Pegasus, les journalistes marocains indépendants se doutaient bien qu'ils pouvaient être ciblés, eux aussi, par le puissant programme de surveillance de NSO group. Les listes de numéros de téléphone sélectionnés comme des cibles dans l'outil de NSO par plusieurs de ses clients, que l'organisation « Forbidden stories » et Amnesty international ont partagées avec 16 rédactions, confirment que l'opérateur marocain de Pegasus a visé, de manière systématique, les journalistes critiques du pouvoir, et des dirigeants des grandes rédactions du pays.

Taoufik Bouachrine, directeur du journal *Akhbar Al Yaoum* qui purge actuellement une peine de quinze ans de

**Edwy Plenel, le fondateur de Mediapart, a été visé peu après avoir publiquement critiqué la répression policière des manifestations du Rif au Maroc.** © PHOTO NEWS.

prison pour viol, au terme d'un procès dénoncé comme entièrement politique par ses soutiens, a ainsi été ciblé par le logiciel-espion de NSO Group, ainsi que sa femme. Au moins cinq des plaignants dont les témoignages ont été utilisés contre lui durant son procès figurent également parmi les cibles de Pegasus. Au-delà des cas précis d'Omar Radi et Taoufik Bouachrine, ce sont tous les patrons de médias indépendants, ou presque, qui semblent avoir intéressé les services de renseignement marocains.

Les journalistes marocains ne sont pas les seuls à intéresser les services de renseignement du royaume chérifien. Une trentaine de journalistes et de patrons de médias français figurent dans

la liste des cibles de Pegasus, dans des rédactions aussi variées que *Le Monde*, *le Canard enchaîné*, *le Figaro* ou encore l'AFP et France Télévisions. A plusieurs reprises, le consortium « Forbidden Stories » et le Security Lab d'Amnesty ont pu techniquement déterminer que l'infection avec Pegasus avait été couronnée de succès. C'est le cas notamment d'Edwy Plenel, le fondateur de Mediapart, de Dominique Simonnot, ancienne enquêtrice du *Canard enchaîné* désormais contrôleuse générale des lieux de privation de liberté, mais aussi d'une journaliste du *Monde*, qui n'a pas souhaité rendre publique son infection.

### Des critiques publiques

Dans certains cas, la cause de l'attaque semble claire : Edwy Plenel a ainsi été visé peu après avoir publiquement critiqué la répression policière des manifestations du Rif, comme l'a confirmé une analyse menée par le Security Lab d'Amnesty international.

Un téléphone d'une autre journaliste

de Mediapart, Lenaïg Bredoux, a également été infecté. Spécialiste des violences sexuelles, thématique parfois instrumentalisée au Maroc contre des voix critiques du pouvoir, Mme Bredoux avait aussi écrit, en 2015, une série d'articles sur le patron de la DGST marocaine, Abdellatif Hammouchi.

### Un raisonnement parfois brumeux

Un autre patron de média, Bruno Delpont, directeur de TSF Jazz (groupe LNEI, propriété de l'actionnaire à titre individuel du *Monde* Mathieu Pigasse), a également été visé par l'opérateur marocain de Pegasus - son téléphone, après analyse, présentait des traces d'infection. M. Delpont est également président du conseil d'administration de Solidarité sida, ONG qui a développé des programmes de prévention auprès des travailleuses du sexe au Maroc.

Si les services marocains semblent avoir majoritairement visé des journalistes travaillant pour des rédactions étiquées à gauche ou au centre, les médias de droite n'ont pas été épargnés. Le Maroc a également entré dans l'outil de NSO un numéro de téléphone qui était attribué au polémiste Eric Zemmour, auteur en février 2019 d'une violente diatribe contre les migrants marocains sur le plateau de LCI, et ciblé plus tard cette année-là par le logiciel-espion sans que l'on sache si les deux événements sont liés. Dans d'autres cas, le raisonnement des espions marocains semble brumeux : la journaliste du *Monde* dont le téléphone a été visé et infecté ne travaille sur aucun dossier lié de près ou de loin au Maroc, tout comme d'autres journalistes dont les numéros ont été sélectionnés par le client marocain de NSO Group. Il est possible qu'ils aient été visés principalement pour accéder à leur carnet d'adresses - et acquérir ainsi les numéros d'autres cibles.

## Arabie saoudite Des proches du journaliste assassiné Jamal Khashoggi ont été visés par le logiciel espion

JO.MA.

Le meurtre de Khashoggi est horrible. Vraiment horrible. Et donc, quand j'ai pour la première fois entendu qu'on accusait notre technologie d'avoir été utilisée à l'encontre de Khashoggi ou de ses proches, j'ai immédiatement procédé à des vérifications. Et je peux vous le dire clairement, nous n'avons rien à voir avec cet horrible meurtre. » En août 2019, Shalev Hulio, CEO du groupe NSO, démentait ainsi toute implication de son logiciel, Pegasus, dans l'assassinat du journaliste Jamal Khashoggi le 2 octobre 2018 au consulat d'Arabie saoudite à Istanbul.

En ce même mois d'octobre 2018 déjà, le Citizen Lab de Toronto avait publié un rapport établissant que le téléphone portable d'Omar Abdulaziz, un dissident saoudien proche de M. Khashoggi et résident au Canada, avait été infecté par Pegasus. Vraisemblablement à l'initiative de l'Arabie saoudite. Mais d'autres acteurs de ce dossier ont également été ciblés par le logiciel israélien.

### Piratage post-assassinat

Le cellulaire de Hanan Elatr, une Égyptienne que le chroniqueur du *Washington Post* avait épousée en Virginie en 2018, avait été sélectionné comme cible potentielle par des utilisateurs de Pegasus : un audit de son téléphone mené par le Security Lab d'Amnesty a en effet révélé au moins quatre messages suspects reçus entre novembre 2017 et avril 2018. Six mois avant l'as-

sassinat de Jamal. En raison de limitations techniques - ce téléphone de Hanan Elatr fonctionnait sous Android, un système d'exploitation qui ne garde pas trace de toutes les informations nécessaires à une analyse complète -, il n'est pas possible de dire si cet appareil a effectivement été infecté. « Jamal m'avait prévenue que ça pourrait arriver », commente Hanan Elatr.

Soigneusement préparé, l'assassinat de Jamal Khashoggi eut lieu après l'entrée de celui-ci dans le consulat d'Arabie saoudite à Istanbul. Il venait y chercher un certificat de célibat, document indispensable puisqu'il devait se marier le lendemain avec une chercheuse et journaliste turque, Hatice Cengiz.

Des analyses sur le téléphone de celle-ci relèvent que son téléphone a été infecté par Pegasus une première fois le 6 octobre 2018, soit quatre jours seulement après la mort de son fiancé. « Même si je m'y attendais, c'est bouleversant », réagit Mme Cengiz. « Je veux être une personne normale, comme tout le monde (...) Mon téléphone pourrait encore être piraté dans le futur, je n'ai aucun moyen de me protéger de quelque chose comme ça. » La jeune femme est aujourd'hui constamment accompagnée d'une garde du corps.

D'autres familiers de Jamal ont également été sélectionnés par des clients de NSO. Notamment un ancien journaliste d'Al Jazeera, Wadah Khanfar. « Je pressentais que mon téléphone ou celui de Hatice avait pu être piraté car



des conversations que nous avons tenues au sujet de la disparition de Jamal ont été rendues publiques. »

Les numéros d'autres proches de Khashoggi apparaissent également dans la liste mais leurs téléphones n'ont pu être analysés.

Interrogé dans le cadre de cette enquête, le groupe a répété que sa tech-

nologie « n'était associée d'aucune façon que ce soit au meurtre haineux de Jamal Khashoggi ». Puis : « Nous pouvons confirmer que notre technologie n'a pas été utilisée pour écouter, surveiller, suivre ou collecter des informations à son sujet ou à celui de membres de sa famille que vous mentionnez. »

« Mon téléphone pourrait encore être piraté dans le futur, je n'ai aucun moyen de me protéger de quelque chose comme ça », dénonce Hatice Cengiz, la fiancée de Jamal Khashoggi. © REUTERS.